



Des outils pour aider à la gouvernance des territoires

## Atelier - Le processus d'acceptabilité sociale

Coraline Berger  
Raphaëlle Harou  
Simon Verelst

# Objectifs de cet « atelier »

- Montrer que l'acceptabilité sociale s'inscrit dans un processus global qui dépasse la demande de permis et la gestion de conflit
- Présenter le guide pratique et vous orienter vers différents contenus de ce guide en fonction de vos besoins

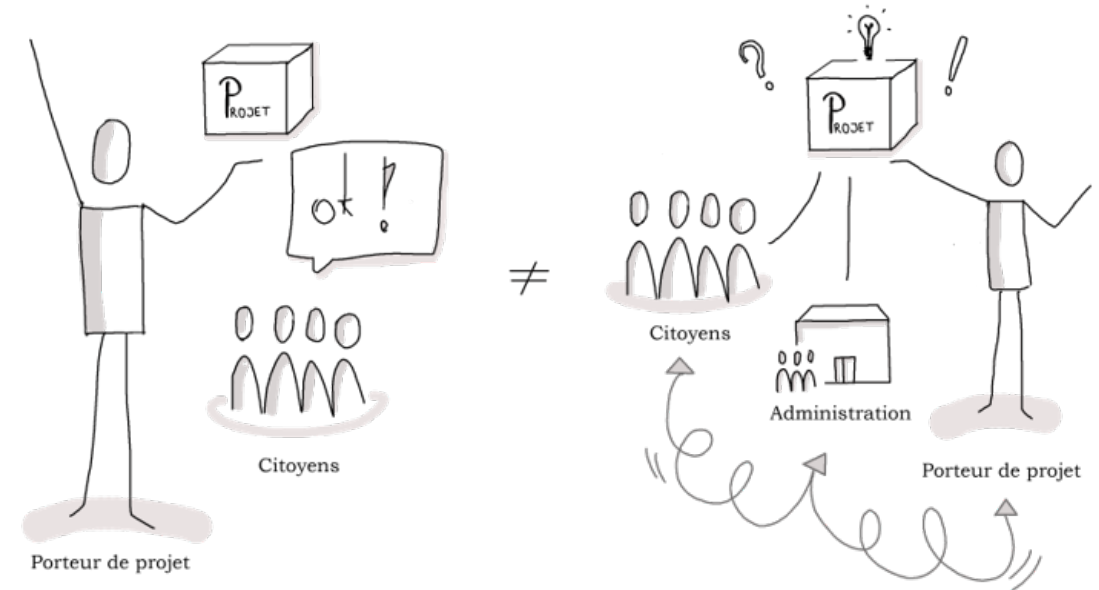


## Colloque CPDT 2022 - "*Le processus d'acceptabilité sociale*"

En tant que praticien de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, vous avez sûrement déjà été confronté à des enjeux en termes d'acceptabilité sociale des projets.

# Définitions

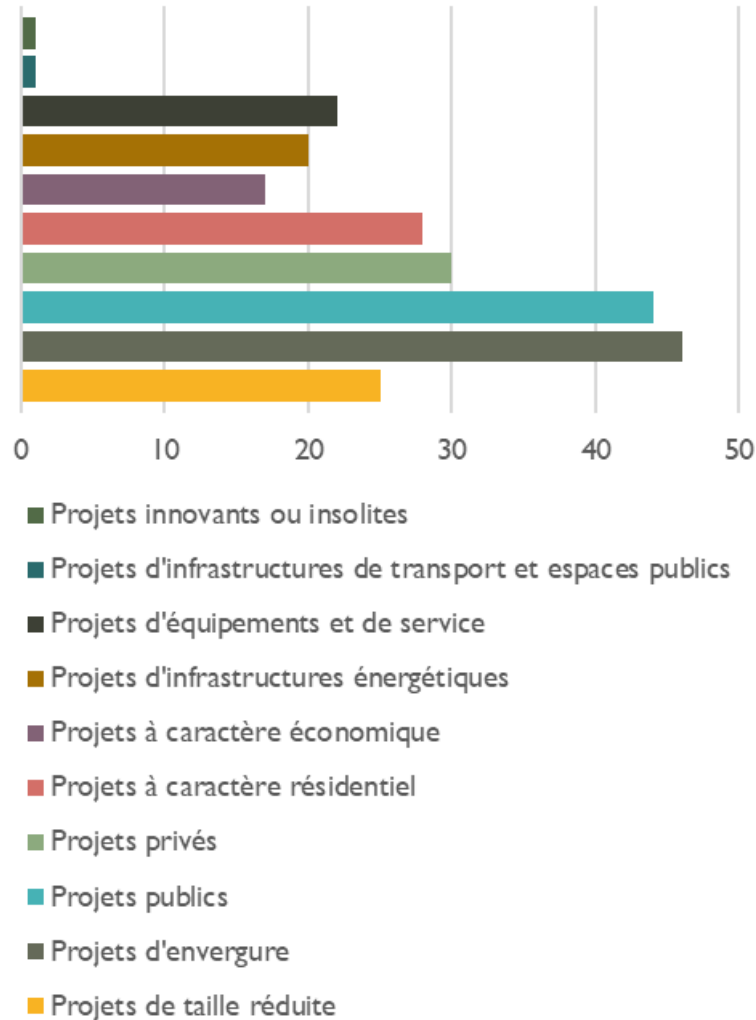
- **L'acceptabilité sociale** est un *processus* de délibération politique à propos d'un projet, plan ou programme, impliquant une *pluralité d'acteurs, aux intérêts multiples* (décideurs, promoteurs, parties prenantes...). Ce processus permet, *en fonction de la capacité de délibération* et des *enjeux individuels en présence*, de construire progressivement des *compromis reconnus légitimes* par plusieurs acteurs. Ces compromis aident à combiner sur le territoire, le projet, plan ou programme avec les réclamations localisées afin qu'il s'intègre dans son milieu naturel et humain.
- **L'acceptation** (ou l'inacceptation) peut être comprise comme le *résultat* du processus d'acceptabilité, *la réponse de la communauté vis-à-vis d'un projet*.





# Types de projet

Pour quels types de projet d'urbanisme souhaiteriez-vous davantage d'outils en matière d'acceptabilité sociale... ?



Projet d'aménagement d'un SAR de 54 ha

Exploitation de carrières

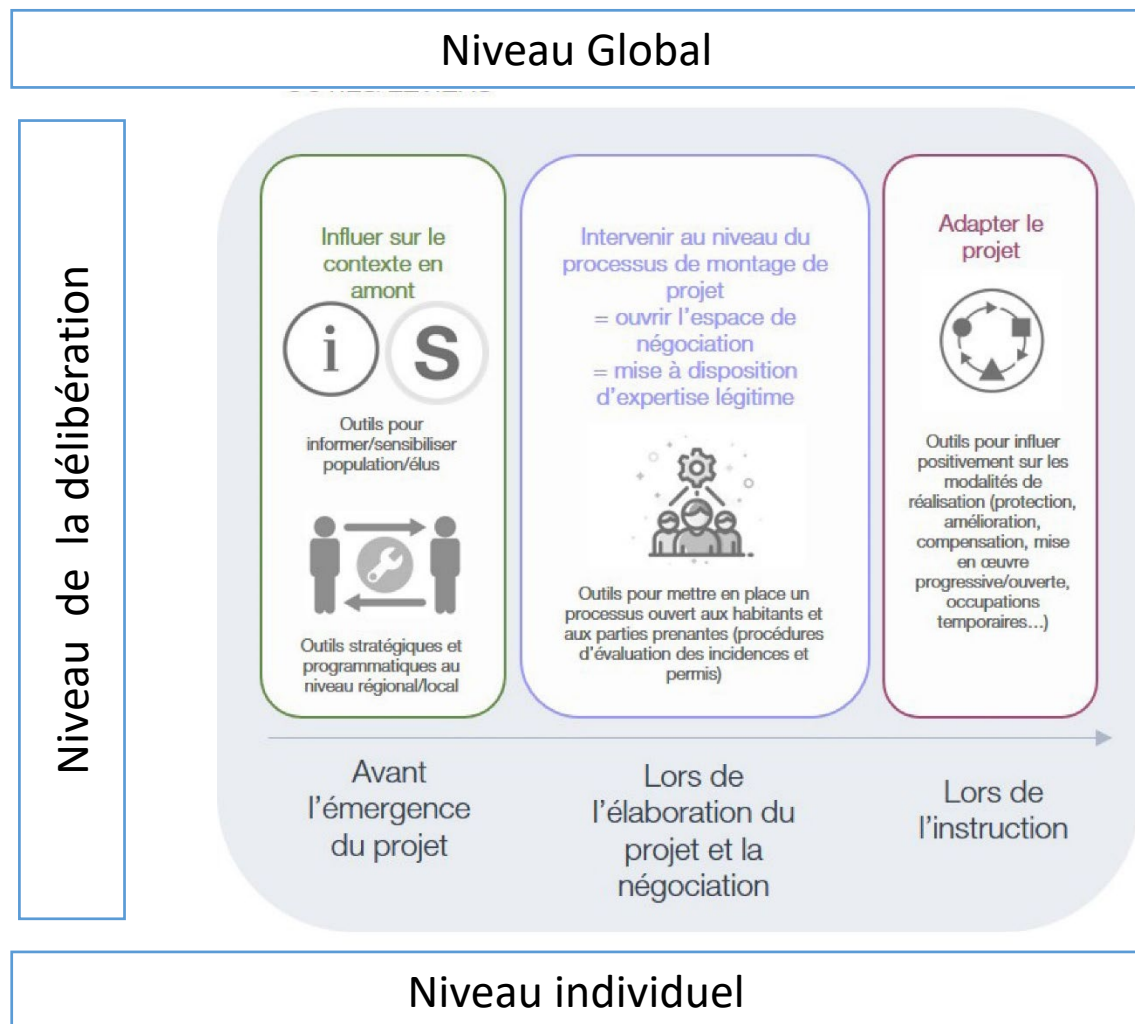
Projet public faisant l'objet d'une forte opposition citoyenne (Maison rurale polyvalente)  
Elaboration d'un Schéma d'Orientation Local dans une zone sensible.

Beaucoup de projets en centre-ville

La taille du projet est relative - urbanisation en zone rurale pour nous plus de 10 habitations est déjà d'envergure



# L'acceptabilité sociale : un processus construit à plusieurs échelles



L'époque actuelle étant marquée par des crises successives (économique, sociale, énergétique) qui vont nous amener à changer notre manière de vivre, il est indispensable de pouvoir anticiper les blocages relatifs à l'accessibilité sociale de ces changements.

La commune n'est pas confrontée à d'ambitieux projets urbanistiques mais plutôt à de petits aménagements qui, parfois, modifient les habitudes des citoyens. La communication du bien-fondé de ces projets est parfois difficile à expliquer et donc, l'acceptation sociale de ceux-ci est parfois difficile.

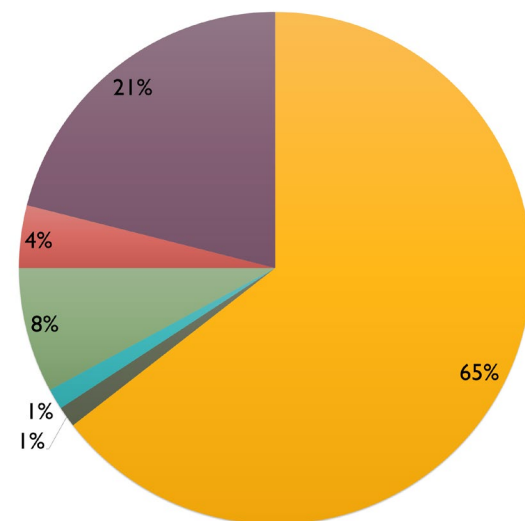
■ ■ ■

## Déroulement de l'atelier

- Le guide pratique « Contribuer ensemble au renforcement des centralités »
- Témoignage de « bonnes pratiques » :
  - Charte de la participation citoyenne : apports et conditions de réussite  
*Par Sébastien Ly Van Tu, chargé de mission Pôle "culture de la participation citoyenne" du Ministère de la transition écologique et de la cohésion du territoire (F)*
  - Processus d'acceptabilité sociale des projets d'urbanisme : retour d'expériences en Wallonie  
*Par Baudouin Germeau, administrateur et ancien directeur d'Espace environnement et de l'asbl Habitat et Participation et Nicolas Rochet - chargé de mission chez Espace Environnement*
- Table-ronde finale : « Quel appui public pour outiller les acteurs de l'aménagement dans une perspective de gestion de l'acceptabilité sociale ? »  
*Avec Baudouin Germeau, Nicolas Rochet, Sébastien Ly Van Tu et Rafaëlla Fournier - Responsable du programme transversal " Stratégie de densification urbaine " au département Ville durable du Cerema Ile-de-France*

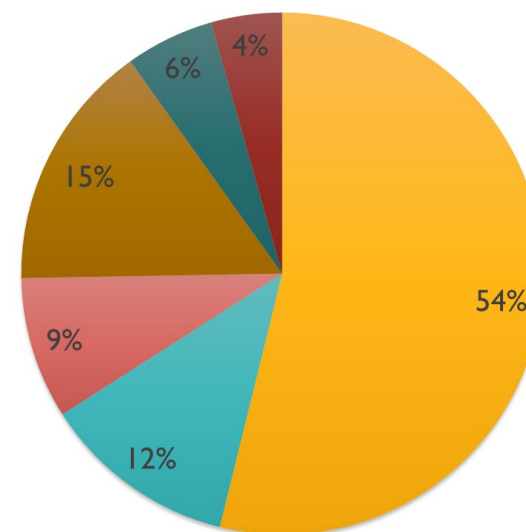
# Profil des participants

Participants à l'atelier



- CATU (49)
- Autres (16) (Agent administratif / agent communal - service urbanisme, agent SPW MI, chargée de mission FRW, conseiller juridique, consultant, aide à l'obtention des permis, représentants du service public, enseignante en Gestion de l'environnement urbain et Architecture des jardins et du paysage, urbanistes, président de CCATM, promoteur, architecte fonctionnaire...)
- DATU (6)
- Membre d'un bureau d'études (3)
- Citoyen (1)
- Chercheur (1)

## Êtes-vous amenés à ... ?



- Traiter des demandes de permis
- Porter des projets
- Accompagner des démarches citoyennes
- Être auteur de projet
- Représenter les intérêts de certains acteurs ou intervenir dans le débat public autour de certaines thématiques
- Autres (sans objet, sensibiliser, accompagner les élus, membres de commissions et les citoyens, suivre et approuver des projets, aborder cette thématique avec les étudiants)

# multiples attentes

Attente d'information /  
Rester informé sur  
l'action territoriale

Je trouve le sujet intéressant  
pour pouvoir développer cela  
au sein de la Commune

Pour travailler la  
communication

Mieux appréhender les  
questions de légitimité des  
projets

Acceptabilité par les élus

Comment mettre en place une densité perçue  
acceptable ?

Nous ressentons au quotidien les difficultés croissantes  
d'acceptabilité des projets.

Compréhension générale du  
processus d'acceptation  
sociale des projets et des  
méthodes pour faciliter cette  
acceptation

Prendre connaissance d'outils  
pour mener à bien la médiation  
lors de conflits

Questionner la procédure  
d'enquête publique

Voir comment débattre des sujets lors  
de consultations de dossier, mais aussi  
des CCATM (ou les membres de cette  
dernière disent non à tout, et n'ont  
aucun dialogue constructif)

Voir comment négocier des  
compensations ? quel type de  
compensation, et dans quel mesure ?

Dans ma fonction, je suis amené à rencontrer  
l'usager des services publics et je dois  
régulièrement défendre ou expliquer la  
position de l'administration

Difficile faire comprendre aux  
citoyens que ce sont les  
centralités qui doivent être  
urbanisées et densifiées  
davantage plutôt que les  
villages où l'urbanisation se fait  
le long de voirie en ruban.

Que présenter? A qui? A quel  
moment? Dans quelle optique?

Mieux appréhender les questions  
de légitimité des projets

Compréhension générale du  
processus d'acceptation  
sociale des projets et des  
méthodes pour faciliter cette  
acceptation





# Le guide pratique

Contribuer ensemble au renforcement des centralités

Guide pratique pour soutenir le processus d'acceptabilité sociale  
des projets d'urbanisme

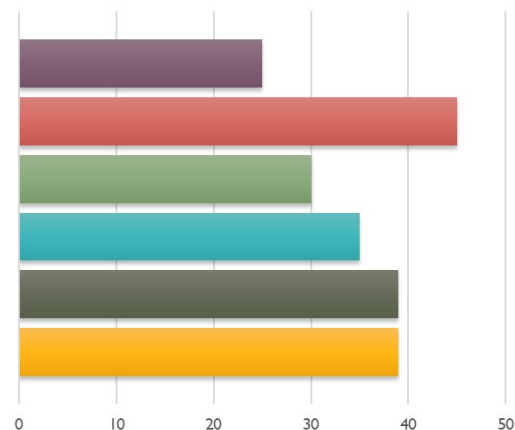
2022



# Le guide : structure



Domaines nécessitant un appui



- Adapter le projet et formaliser son aboutissement
- Anticipation et gestion des conflits
- Méthodologie de participation citoyenne
- Dialogue avec les acteurs
- Elaboration d'une vision partagée
- Sensibilisation des citoyens

## COMPRENDRE

### 01. INTRODUCTION



### 02. LES ENJEUX LIÉS AU RENFORCEMENT DES CENTRALITÉS



### 03. LE RÔLE DES ACTEURS DU CADRE DE VIE



## AGIR

### 04. AGIR SUR LES CONDITIONS DE DÉPART / SUR LE CONTEXTE D'INSERTION DES PROJETS



### 05. SUSCITER LE DIALOGUE AUTOUR DU PROJET



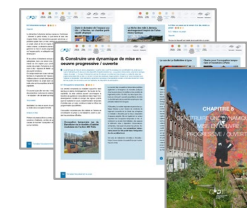
### 06. ANTICIPER ET GÉRER LES CONFLITS



### 07. FORMALISER L'ABOUTISSEMENT DU PROJET



### 08. CONSTRUIRE UNE DYNAMIQUE DE MISE EN ŒUVRE PROGRESSIVE / OUVERTE



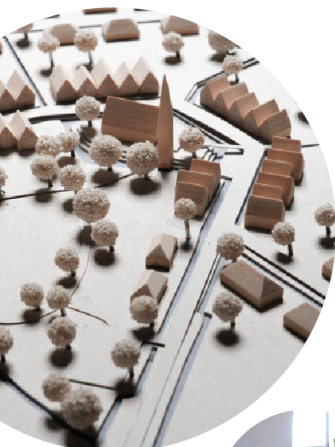
# Le guide : 5 messages clés

■ Le développement territorial est un processus long, complexe, nécessitant l'élaboration de visions de référence à long terme dans lesquelles inscrire les projets, mais aussi de la nuance, de la communication et de la compréhension entre les parties impliquées dans son développement.

# 1

**Être conscient que certaines caractéristiques locales peuvent influencer sur l'accueil des projets d'urbanisme, d'où l'intérêt de travailler sur ce contexte « en amont » des projets**

Les conditions de départ peuvent être améliorées en agissant sur le climat relationnel local par la mise en place d'une politique de communication/information transparente et complète sur les orientations communales et projets d'aménagement, une sensibilisation aux enjeux globaux sous-tendant les politiques d'aménagement du territoire, une objectivation et diffusion des évolutions locales, l'offre d'un dialogue continu avec la population... Il s'agit également de **développer une culture locale de l'aménagement du territoire** à l'aide de divers organes-ressources (maisons de l'urbanisme, parcs naturels, etc.) et de pratiques pour outiller les adultes en matière d'aménagement (partager la connaissance, favoriser le débat local...) et sensibiliser la jeunesse. L'**élaboration d'une vision de référence partagée par les acteurs du territoire** dans l'optique de développer des projets d'urbanisme cohérents avec un cadre de référence articulant les visions locales et régionales est essentielle à la création d'un contexte favorable.



# 2

**Mesurer l'importance de susciter le dialogue avec les parties prenantes à toutes les étapes du projet**

L'instauration d'un dialogue commence par la recherche d'une **bonne compréhension du contexte local**, et passe par la définition de moments d'information et d'échange sur la ligne du temps du projet : y **situer d'abord les modalités participatives/de dialogue obligatoires liées aux procédures**, tout en veillant à optimiser le déroulement de ces étapes officielles (réunion de projet, RIP, enquête publique, annonce de projet, intervention de la CCATM...). En parallèle, proposer **des outils complémentaires pour garantir un processus ouvert aux habitants et parties prenantes tout au long de l'élaboration des projets et de la prise de décision à leur sujet** (à chaque étape des procédures d'évaluation des incidences et/ou d'obtention de permis) tout en garantissant **l'accès à l'information de manière à favoriser une bonne compréhension et analyse du projet**. Il importe également de **veiller à choisir des dispositifs participatifs et des méthodes adaptés aux étapes du projet (diagnostic de la situation existante, programmation, conception urbanistique,...)**. Enfin, il est important de **rendre compte des évolutions du projet en lien avec les phases de dialogue** car cela permettra d'explicitier la façon dont les contributions sont intégrées à la prise de décision et contribuera à la légitimation du processus.



# !

**Communication sur les projets et transparence**



**L'importance de communiquer en amont et tout au long du montage de projet**

La communication permet l'échange d'informations tant sur l'état du territoire et les processus de décision au sein de la commune, les aspirations des différents acteurs, le déroulement des négociations, les améliorations apportées aux projets, que sur les éléments ayant contribué à l'autorisation ou au refus du projet, les éléments refusés, les mesures de compensation... intégrées à la prise de décision et contribuera à la légitimation du processus.



**Dans un esprit et avec une méthode adéquate**

S'il est essentiel de communiquer, la méthode semble tout aussi importante. En effet, des discours trop professionnels et techniques, ou « orientés marketing » pourront être mal reçus par la population. Le recours aux acronymes et au langage spécialisé de l'urbanisme peut aussi être mal perçu. Les destinataires peuvent se sentir déconsidérés car ils ne maîtrisent pas les codes ou penser qu'on essaye de les induire en erreur. Mieux vaut opter pour un langage accessible à tous, mettre en évidence les différentes facettes du projet (positives et plus négatives) et faire appel si nécessaire à des professionnels de la communication. Il est également important que le chargé de communication ait un bon contact interpersonnel, puisse se mettre à la place de l'autre et montrer qu'il se soucie de lui (démarche empathique).



**Transparence et accessibilité de l'information**

Afin d'établir un climat de dialogue et de confiance entre les différentes parties prenantes, il est essentiel de garantir un esprit d'ouverture et de transparence. Cela passe par la clarté des informations communiquées et un suivi des politiques et des décisions prises. En effet, inclure des moments participatifs dans le processus décisionnel ne suffit pas à influencer favorablement sur l'acceptation des projets. La place laissée au débat, la marge de manœuvre donnée aux citoyens, le poids que peuvent avoir les habitants sur la décision peuvent également être sujets à critique. Pour optimiser l'accessibilité à l'information, gage de transparence, il est utile de combiner différents dispositifs (information en ligne, avec explications, consultation, dialogue avec le service urbanisme pour les informations techniques...). Selon la sensibilité des milieux d'accueil des projets, il peut y avoir des moments privilégiés pour mettre à disposition l'information. Une confidentialité à certaines étapes du projet sera parfois nécessaire : lors de la conception de l'avant-projet (pré discussions avec la commune, la CCATM, ou encore coproduction via des charrettes urbanistiques avec le promoteur) pour éviter des oppositions précoces basées sur des a priori partiels.

# 3

**Savoir anticiper les conflits et le cas échéant, les gérer**

Comprendre les liens entre divergence d'intérêts, tension et conflit, s'informer sur les différentes motivations des conflits d'aménagement (grandes familles de revendications et types de réponse mobilisables vis-à-vis des principaux types de conflit) et connaître les attitudes à encourager face au conflit sont d'importants préalables. **En situation de conflit, nombre de pratiques favorables peuvent être mobilisées** : elles vont du **débat public contradictoire** (susceptible d'apporter des réponses en cas de conflits liés aux procédures et de conflits centrés sur la nature et le bien-fondé du projet), à la **négociation** visant à trouver une issue au conflit (réunions de concertation), en passant par la **médiation entre le demandeur et les tiers opposants**. Une **temporisation** (qui consiste à postposer le dépôt du permis pour permettre de se concerter davantage ou de corriger des difficultés) **peut être mise en œuvre si nécessaire**. L'**objectivation des coûts, de la faisabilité et des impacts des différentes solutions envisagées** (expertises, études d'incidences...) **permet le cas échéant aux parties en présence d'évoluer dans leurs jugements**. Ces dispositifs variés peuvent contribuer à une issue négociée pour les parties qui s'opposent.

# 4

**Connaître les différentes manières d'entériner les résultats du dialogue pour améliorer le projet (formaliser l'accord/la décision)**

L'enjeu de cette formalisation est de définir les **responsabilités respectives des acteurs, de clarifier certaines interprétations possibles, d'énoncer les actions à réaliser, l'aspect final du projet...** Cela permet aux différents acteurs de **s'engager en confiance et en transparence** : chaque acteur sait à quoi lui et les autres parties s'engagent. Le guide envisage cette question en **deux étapes** : les **éléments sur lesquels on va agir pour améliorer l'acceptation du projet** (il s'agit des éléments existants à préserver, des améliorations à apporter, des modifications extérieures au projet qui ont un objectif de compensation) et les **dispositifs (juridiques ou autres) mobilisables pour engager les parties** (phasage, plans, conditions et charges en lien avec les permis d'urbanisme ou conventions entre parties, etc.).



# 5

**S'interroger quant à la possibilité de construire une dynamique de mise en œuvre progressive/ouverte en fonction du contexte**

Une **dynamique de mise en œuvre progressive / ouverte vise à élargir le processus de concrétisation du projet aux citoyens-habitants par le recours à des dispositifs d'expérimentation** (ex : occupations temporaires, urbanisme tactique...). Ce type d'intervention permettant d'impliquer concrètement des citoyens ou collectifs dans des projets temporaires liés au site, ou de tenir compte des pratiques d'appropriation citoyenne en cours de projet. **Ces méthodes peuvent dynamiser le processus d'acceptabilité sociale**. Il est aussi possible de mettre en place des dispositifs à proximité ou au sein du périmètre de projet pour informer et associer les habitants lors de la phase de construction de celui-ci.



# Construire la légitimité des visions et des projets

Comment concilier les intérêts de toutes les parties prenantes?

... nous sommes très souvent confrontés au fait que les citoyens jugent, pour certains, un projet inacceptable alors que d'autres jugent qu'ils ont le droit que ce projet soit mis en œuvre...

Comment mettre en place une densité perçue acceptable ?

En tant que porteur de projets urbanistiques, on souhaite réaliser davantage d'ateliers participatifs, pour les citoyens notamment, et ce le plus en amont possible du processus. Certains projets sont sensibles et nécessitent donc une adhésion de la population sur l'opportunité du projet et sur ses grands principes, avant même de penser à la co-construction du projet.

Acceptabilité par les élus ; Comment "déconstruire" ou répondre aux peurs à l'origine de la non acceptabilité ? Comment mettre en balance les enjeux (pas assez connus) et l'idée de protéger le "Beau" parce qu'on a toujours fait comme cela ...



# Construire la légitimité des visions et des projets

## Agir avant l'émergence du projet

- Travailler sur les relations entre acteurs : les modes de fonctionnements
  - Offrir un dialogue continu avec la population
  - Objectiver et diffuser les évolutions locales (observatoires...)
  - Communiquer et informer (sur les territoires, politiques, projets, décisions...) de manière transparente et complète
  - ...
- Sensibilisation et compréhension des enjeux globaux
  - Comprendre les évolutions globales
- Elaboration de vision partagée
  - Comment décliner les évolutions globales à l'échelle du territoire ?

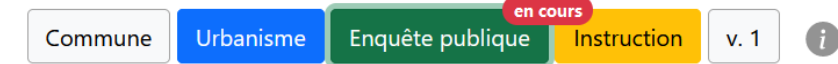


## 04. AGIR SUR LES CONDITIONS DE DÉPART / SUR LE CONTEXTE D'INSERTION DES PROJETS

## Agir lors de l'élaboration du projet

### openpermits Ixelles

Rue du Parnasse 3  
1050 Ixelles



↳ **Enquête publique** du vendredi 9 décembre 2022 au vendredi 23 décembre 2022. L'enquête publique est déposée, pendant la durée de l'enquête, aux fins de consultation et peut également être mise à disposition sur Internet. OpenPermits remplit ce rôle. Vous pouvez consulter l'enquête publique en ligne.

*La mise à disposition systématique d'information en ligne sur les projets participe à la construction d'un climat de dialogue et fournit des informations concrètes sur les projets.*

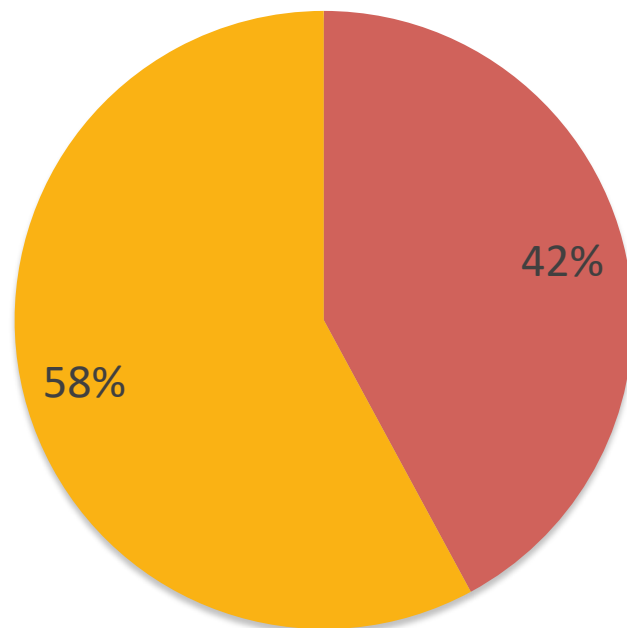


## 05. SUSCITER LE DIALOGUE AUTOUR DU PROJET

# Construire la légitimité des visions et des projets

## Selon votre expérience...

Mise en place d'actions de participation citoyenne dans le cadre d'élaboration de visions stratégiques ou d'outils d'urbanisme



■ Oui ■ Non

## vos questions :

Comment informer suffisamment en amont pour que les citoyens participant puissent vraiment avoir les éléments de connaissance pour pouvoir donner des propositions. Comment dépasser le refus du projet qui est souvent encore perçu comme trop dense ?

Comment faire, comment s'y prendre, quelle méthodologie utiliser ?

Comment atteindre, mobiliser et animer le public concerné / hétérogène ? Comment manager les séances ? (...)

Comment l'organiser au mieux ?

Comment bien faire comprendre la portée de ce type de projet pour ne pas créer de frustrations (la temporalité entre la vision et la mise en oeuvre est parfois difficile à appréhender). Comment maintenir l'implication? Quel public cibler?

Comment faire pour que ce soit constructif et pas stérile et chronophage ?

# Construire la légitimité des visions et des projets

## Le projet de Ville de La Louvière

Elaboration d'une vision globale à long terme orientant les autres politiques

Implication des citoyens et d'experts

Diagnostic partagé



- Paradoxe de la participation
- Co-apprentissage entre acteurs



04. AGIR SUR LES CONDITIONS DE DÉPART / SUR LE CONTEXTE  
D'INSERTION DES PROJETS

Plateforme en ligne :  
récolte d'avis, de  
proposition



Plateforme en  
ligne : mise en  
débat, échange



P49

# La charte de la participation du public et sa communauté d'adhérents

*Par Sébastien Ly Van Tu, chargé de mission "Développement de la culture de la participation du public", Délégation au développement durable, Commissariat général au DD du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Ministère de la Transition énergétique (F)*



# Faire passer les projets ou concilier les points de vue ?

Comment faire face au nimby

Comment faire passer les projets ?

Comment mieux faire passer un projet : différentes méthodes de dialogue

connaître des méthodes de participation des acteurs efficaces pour définir un projet accepté de tous

Oui je souhaite être informé sur la meilleure façon de tenir compte de l'opinion des différents acteurs qui permette d'aboutir à une décision de permis répondant aux règles d'urbanisme, aux souhaits de vie du demandeur et des riverains ainsi qu'aux avis émis par les différentes entités qui ont été consultées.

Agressivité des citoyens dans le cadre d'urbanisations

Comment mettre en place une densité perçue acceptable ?

Comment concilier les intérêts de toutes les parties prenantes ?

Comment informer suffisamment en amont pour que les citoyens participant puissent vraiment avoir les éléments de connaissance pour pouvoir donner des propositions.

(...) Voir comment débattre des sujets lors de consultations de dossier, mais aussi des CCATM (ou les membres de cette dernière disent non à tout, et n'ont aucun dialogue constructif (...)).

Comment passer d'une stratégie de relation publique à l'instauration d'un dialogue entre la population et les décideurs ?

Comment concilier les points de vue ? Informer sans imposer un point de vue ?

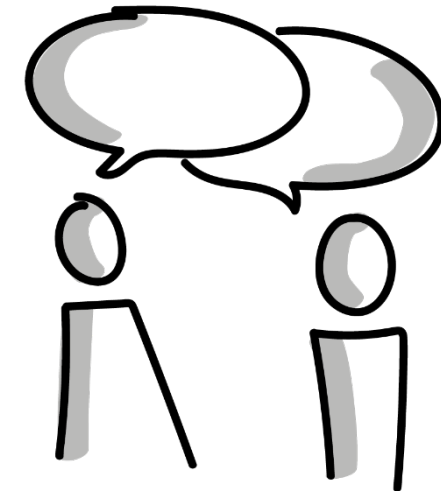
➤ Mener un processus d'acceptabilité sociale n'est pas forcément aboutir à l'acceptation

# Pour aboutir à un projet mieux accepté... Travailler le processus

L'accueil des projets est tributaire du processus d'élaboration du projet, de la communication, du climat de dialogue (en continu)

- Diagnostic du **contexte**, identification des parties prenantes
- **Transparence** de l'information sur le projet
- Mener au mieux les **modalités de participation obligatoires** (nombreuses bonnes pratiques pour mener à bien RIP, EP/AP...)
- **Offre de participation complémentaire** le cas échéant + comment la concevoir en fonction :
  - du niveau de participation recherché
  - des moyens disponibles
  - du(des) moment(s) choisi(s)
- **Rendre compte des évolutions du projet** en lien avec les phases de dialogue

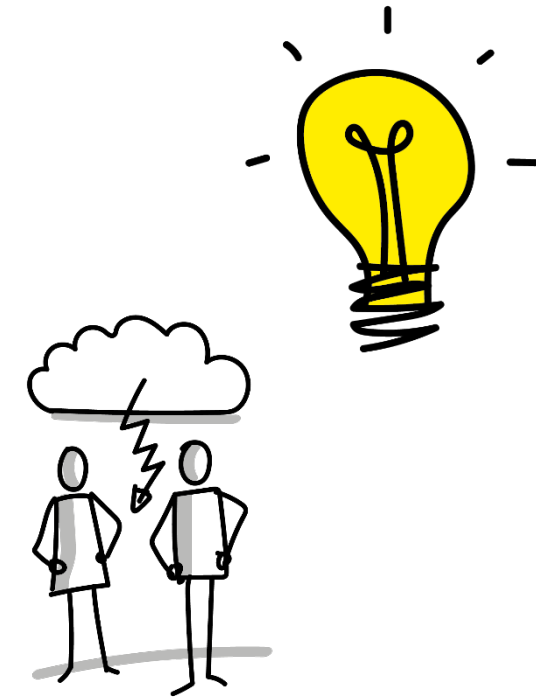
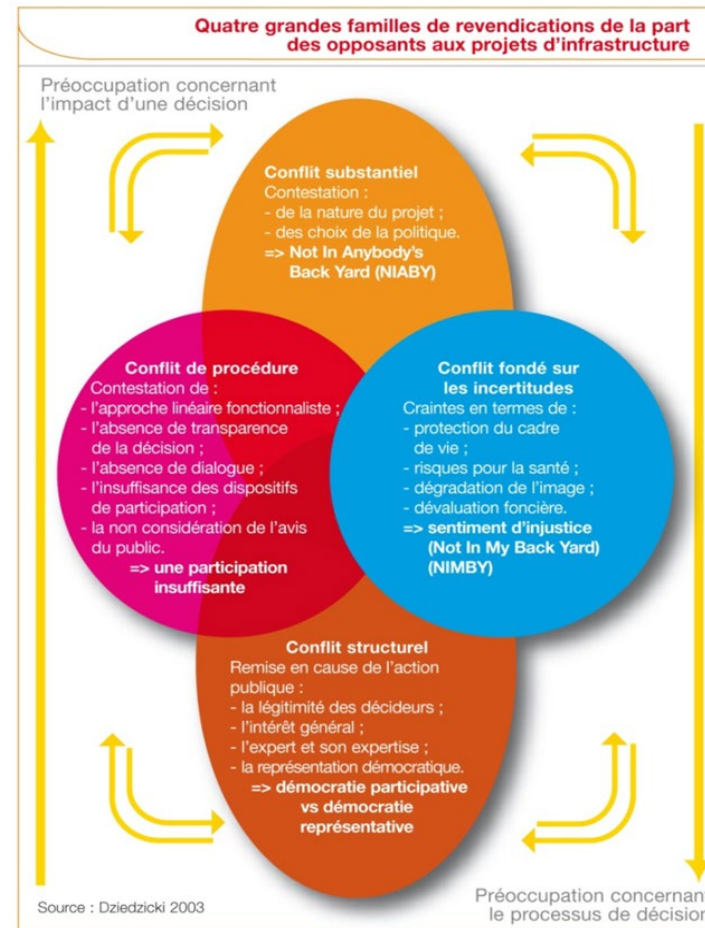
## ➤ 05. SUSCITER LE DIALOGUE AUTOUR DU PROJET



# Pour aboutir à un projet mieux accepté... Travailler le processus

- **Comprendre** les spécificités et motivations des conflits d'aménagement, leur dynamique d'évolution
- **Adapter les méthodes d'intervention** au type de conflit :
  - Débat public
  - Réunion de concertation
  - Médiation entre le demandeur et des tiers opposants
  - Processus hybrides
- **Attitudes aidantes :**
  - Accepter les divergences d'intérêt
  - Créer/Maintenir le dialogue
  - Elargir la perspective
  - ...

## ➤ 06. ANTICIPER ET GÉRER LES CONFLITS



# Pour aboutir à un projet mieux accepté... Travailler le processus

- L'importance de définir les responsabilités des acteurs, de clarifier certaines interprétations possibles, de formaliser les actions à réaliser, l'aspect final du projet...
  - les **éléments** du projet sur lesquels agir : à protéger, à modifier...
  - les **dispositifs engageant les parties** : liés au permis (conditions, charges, phasage,...) ou externes à celui-ci (convention entre parties,...)



## 07. FORMALISER L'ABOUTISSEMENT DU PROJET





# Pour aboutir à un projet mieux accepté...

- Ouvrir le processus de concrétisation du projet aux citoyens-habitants par le recours à des dispositifs d'expérimentation (occupation, aménagements temporaires, maison du projet...)



## 08. CONSTRUIRE UNE DYNAMIQUE DE MISE EN ŒUVRE PROGRESSIVE / OUVERTE

### Le cas de la Guillotière à Lyon



Dans un quartier populaire de Lyon en pleine mutation et marqué par une forte pression immobilière, La Guillotière regroupe des collectifs d'habitants s'opposant à un projet immobilier censé prendre place sur d'anciens ateliers industriels.

Dialogue avec les collectivités et activisme de terrain sont deux stratégies menées en parallèle pour sauver l'îlot Mazagran qui cristallise la lutte contre le remplacement d'une population modeste par une population plus aisée. Logements et permanences juridiques pour demandeurs d'asile, cantine collective, laverie automatique à prix libre, cybercafé, cours de danse, salle de répétition... sont autant d'idées pour occuper les lieux. Via un collectif, de nombreuses voix se sont fait entendre contre le projet de démolition de l'îlot en vue d'accueillir une opération de promotion privée, avec pour argument principal un urbanisme standardisé qui ignorerait les qualités du quartier. A force de mobilisation du collectif, les élus locaux décident de geler le projet et d'entamer une concertation, menée par le Grand Lyon et réunissant plusieurs collectifs, le début d'une longue route pour proposer des contre-projets et rechercher le meilleur compromis pour aboutir à un accord sur l'avenir de l'îlot.

# Processus d'acceptabilité sociale des projets d'urbanisme : retour d'expériences en Wallonie



*Baudouin Germeau - administrateur et ancien directeur d'Espace environnement, administrateur de l'asbl Habitat et Participation*



*Nicolas Rochet - chargé de mission chez Espace Environnement*

# Questions du public



# Table ronde

Quel appui public pour outiller les acteurs de  
l'aménagement dans une perspective de gestion de  
l'acceptabilité sociale ?



# La thématique en deux mots...

## **Question de l'acceptabilité sociale des projets de plus en plus prégnante**

vu la remise en question des modèles traditionnels d'habitat, le développement d'infrastructures en lien avec la transition énergétique,...qui impactent le cadre de vie

**Un processus d'acceptabilité sociale passe par le développement de la communication, du dialogue, l'anticipation et la gestion des conflits,... ce qui demande du temps, de l'expertise, des moyens humains et financiers.**

## **→ Quel appui public afin de développer cette dimension ?**

*(Cf benchmarking F,Q : organes d'appui, tiers-garants, plate-formes d'information,...)*

- Besoins non rencontrés ?
- Bonnes pratiques dont la Wallonie pourrait s'inspirer ?

# Table ronde : quel appui public pour outiller les acteurs de l'aménagement dans une perspective de gestion de l'acceptabilité sociale ?



*Sébastien Ly Van Tu*

*chargé de mission Pôle  
"culture de la  
participation citoyenne"  
du Ministère de la  
transition écologique et  
de la cohésion du  
territoire (F)*



*Baudouin Germeau*

*administrateur et  
ancien directeur  
d'Espace  
environnement,  
administrateur de l'asbl  
Habitat et Participation*



*Nicolas Rochet*

*chargé de  
mission chez  
Espace  
Environnement*



*Rafaëlla Fournier*

*Responsable du programme  
transversal " Stratégie de  
densification urbaine " au  
département Ville durable du  
Cerema Ile-de-France*



# Pour aller plus loin...

# Pour plus d'information sur l'acceptabilité sociale des projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire

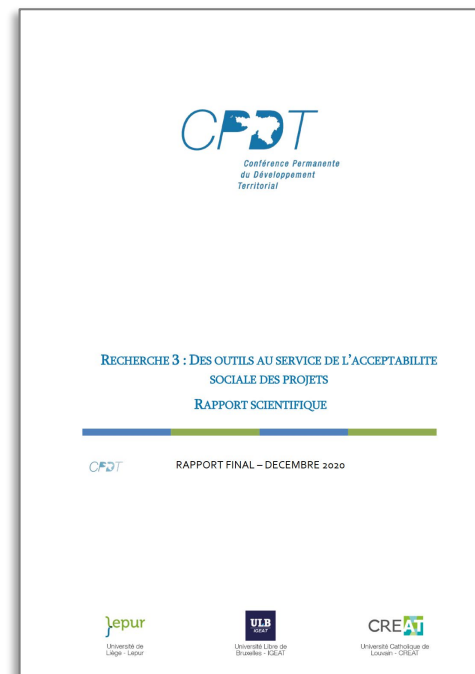
## Guide pratique



## Note de recherche n°83



## Rapports scientifiques



➤ <https://cpdt.wallonie.be>

# Merci à tous pour votre participation

